

LES ENJEUX MARITIMES DANS LA GÉOPOLITIQUE COMPLIQUÉE DE LA PÉNINSULE CORÉENNE



HUGUES EUDELINÉ
NOTE 73, AVRIL 2025



L'Institut Thomas More est un think tank libre et indépendant, basé à Bruxelles et Paris. Il est la fois un laboratoire de solutions innovantes, un centre d'expertise et un relais d'influence.

La démarche de l'Institut se fonde sur les valeurs proclamées dans sa Charte : la liberté et la responsabilité, le respect de la dignité de la personne, la subsidiarité, l'économie de marché, les valeurs universelles qui sont l'héritage commun des pays européens.

Paris

8, rue Monsigny
F-75 002 Paris
Tel : +33 (0)1 49 49 03 30

Bruxelles

Avenue Walkiers, 45
B-1160 Bruxelles
Tel : +32 (0)2 374 23 13

www.institut-thomas-more.org
info@institut-thomas-more.org

LES ENJEUX MARITIMES DANS LA GÉOPOLITIQUE COMPLIQUÉE DE LA PÉNINSULE CORÉENNE



HUGUES EUDELINÉ

NOTE 73, AVRIL 2025

Hugues Eudeline est directeur de recherche à l'Institut Thomas More. Ancien officier de marine et ingénieur, il est docteur en histoire militaire, défense et sécurité de l'École Pratique des Hautes Études (EPHE, Paris), il est également breveté de l'enseignement militaire supérieur français (École supérieure de guerre navale et Cours supérieur interarmées, Paris) et américain (*Naval Command College*, Newport) et titulaire d'un *Master of Science* (*Salve Regina University*, Newport). Précédemment chargé de cours à Sciences Po Paris, l'ESCEM et l'ICES, conférencier, essayiste, il consacre ses recherches à la géopolitique et la géostratégie de l'océan mondial. Il est en particulier spécialiste de la Chine maritime. En 2022, il a reçu le prix de Stratégie maritime générale de l'Académie de Marine (France) et la médaille d'argent de l'Académie royale de marine suédoise, dont il est membre correspondant depuis 2013. Il est l'auteur de *Géopolitique de la Chine. Une nouvelle thalassocratie* (PUF, 2024) •

Sommaire

Résumé	6
Introduction	7
Le poids de l’histoire sur les déterminants géopolitiques de la péninsule coréenne	9
La Corée et le Japon du dix-neuvième au début du vingtième siècle : une histoire tumultueuse et douloureuse	9
1945-1950 : la montée vers la guerre	11
Guerre de Corée : la péninsule déchirée	11
La République de Corée, une puissance maritime émergente	14
La recherche d’une stabilisation de la relation sino-américaine (2022-2024)	14
Les différends maritimes avec la Corée du Nord : cinquante ans d’affrontements	14
Un différend maritime avec le Japon : l’île de Dokdo	16
Les différends maritimes avec la Chine : Leodo, rivalité maritime et affrontements entre pêcheurs	16
Les alliances de la République de Corée	17
La montée en puissance de la marine sud-coréenne	19
La Corée du Nord, une autocratie nucléaire héréditaire aux ambitions maritimes	21
La Corée du Sud comme « ennemi principal invariable » : une logique jusqu’au-boutiste	21
Modernisation de la marine, missile stratégique et sous-marin à propulsion nucléaire	22
Alliances et partenariats : le trio Chine, Russie, Corée du Nord	23



Résumé

La péninsule coréenne sous le poids de l'histoire et la tyrannie de la géographie • Pour bien comprendre la géopolitique compliquée de la péninsule coréenne, il importe d'avoir présent à l'esprit la manière dont l'histoire et la géographie impriment leur empreinte sur elle. La présente note débute par une vue cavalière de la douloureuse histoire entre le Japon et la Corée tout au long du dix-neuvième siècle et au début du vingtième siècle, puis des déchirements sanglants de la guerre de Corée (1950-1953). Après la création des deux Corée, et au fil d'une histoire tumultueuse, la géographie a quant à elle fait de la péninsule l'un des lieux de compétition les plus tendus entre les puissances mondiales que sont les États-Unis, la Chine et la Russie.

La Corée du Sud, une puissance maritime émergente • Dans ce schéma complexe, la Corée du Sud (République de Corée) a à gérer de nombreux différends maritimes. Les plus nombreux et les plus lourds sont ceux qui l'opposent à la Corée du Nord (République populaire démocratique de Corée). La note fait le récit de cinquante ans d'affrontements souvent meurtriers. Mais il convient de ne pas oublier les différends que Séoul entretient avec la Chine et le Japon. Du côté des États-Unis, il faut se souvenir qu'aux termes du traité de Défense mutuelle de 1953, les forces américaines présentes sur le territoire appartiennent à l'armée de terre pour l'essentiel (28 500 soldats environ aujourd'hui). Les forces aériennes et les ports-bases de l'*US Navy* sont au Japon ou sur l'île de Guam. Les incertitudes créées par Donald Trump obligeront peut-être Séoul à envisager un rapprochement avec Tokyo, avec lequel les relations bilatérales restent néanmoins tendues. Mais son point fort reste son industrie maritime performante et technologiquement évoluée. Cette compétence lui permet de se doter de toutes les composantes d'une marine de guerre moderne.

La Corée du Nord, une autocratie nucléaire héréditaire aux ambitions maritimes • La Corée du Nord, petit État totalitaire d'environ 25 millions d'habitants partageant des frontières avec ses deux parrains, la République populaire de Chine et la Russie, s'est de longue date fait une spécialité de la provocation, du chantage et du jusqu'au-boutisme. En janvier 2024, Kim Jong-un a appelé à modifier la constitution du pays pour définir la Corée du Sud comme étant son « ennemi principal invariable ». Sur le plan maritime, Pyongyang dispose d'une marine composée d'unités anciennes, mais a l'ambition de la moderniser avec l'aide de ses alliés, principalement de la Russie, avec laquelle un traité de partenariat stratégique global a été signé en juin 2024. Quant à la Chine, le traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle de 1961 qui la lie à la Corée du Nord a été renouvelé pour la troisième fois en 2021. Ces accords de défense croisés, qui lient plus ou moins fortement entre eux les trois pays se complètent et font de l'ensemble une puissance géostratégique de premier plan.

Chine, Corée du Nord et Russie : autocraties nucléaires et puissance maritime • Pour la première fois dans l'histoire, à la formidable puissance continentale que constituent les trois autocraties nucléaires s'associe leur non moins formidable puissance maritime conjointe en plein essor. Leurs flottes, commerciales et militaires, bénéficient de la très longue façade océanique qui s'étend du Vietnam à la Norvège. La route maritime qui la longe, la plus courte entre l'Asie et l'Europe, s'ouvre chaque année plus longtemps sous l'effet du réchauffement climatique, un avantage géostratégique déterminant.

L'un des points les plus chauds du globe dans un avenir proche • Tous ces éléments, analysés ici en détail, permettent de comprendre combien les enjeux maritimes sont déterminants dans les équilibres complexes et fragiles de la géopolitique coréenne. C'est en tout cas l'ambition de cette note que de tenter d'y voir plus clair malgré le « facteur Trump » et la prochaine élection présidentielle fixée au 3 juin prochain en Corée du Sud, après la destitution du président Yoon Suk Yeol, facteurs d'incertitudes dans la zone.

Introduction

La péninsule coréenne est la pierre d'achoppement des alliances et des partenariats noués par les trois autocraties côtières nucléaires que sont, du sud au nord, la République populaire de Chine (RPC), la République populaire démocratique de Corée (RPDC) et la Fédération de Russie.

Au nord, les membres successifs de la dynastie des Kim ont joué avec succès un rôle de perturbateur qui leur a permis de doter le pays d'une capacité nucléaire. Aujourd'hui, Kim Jong Un, met en œuvre son inquiétante imprévisibilité pour exacerber son potentiel de nuisance en instillant le doute sur la réalité de ses menaces. Il le fait avec habilité tout en soutenant, par l'envoi de troupes et de munitions, son allié russe en Ukraine. Ce faisant, il a donné à son pays une importance géostratégique qu'il n'aurait jamais pu avoir sans cela et va probablement profiter du transfert de technologies russes qui lui font défaut pour l'accroître plus encore.

Au sud, la République de Corée, protégée depuis 1945 puis alliée des États-Unis depuis la fin de la guerre de Corée, rencontre des difficultés à trouver sa place dans une alliance élargie à l'Indopacifique face à la Chine. Outre la subtilité des relations qu'elle veut maintenir avec celle-ci et Taiwan, elle est confrontée à une double détestation, celle de la RPDC, qui souhaite reprendre la guerre pour réunifier la Corée sous son joug, et celle du Japon en raison des exactions qu'il y a commises pendant la période d'occupation de 1895 à la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Enfin, le retour aux affaires du président Trump en 2025 fait craindre une surexposition potentiellement mortelle face à l'agressivité du Nord. Elle est exacerbée par la propension du président américain à privilégier les aspects économiques pour rééquilibrer les échanges commerciaux et faire peser la charge de l'entretien des forces armées américaines déployées en Corée du sud au détriment de l'aspect stratégique.

Outre l'histoire qui éclaire l'avenir (à défaut de permettre de le prévoir), la tyrannie de la géographie s'impose indépendamment de l'évolution de la technologie. En mer, elle génère des différends maritimes pour lesquels l'effet cumulé de petites actions permet d'imposer un fait accompli. Les côtes de la péninsule coréenne sont bordées par trois mers, la mer Jaune, la mer de Chine méridionale et la mer du Japon. Elles sont séparées du Japon par le détroit de Tsushima large de 26 milles nautiques (environ 48 kilomètres) au sud de l'île homonyme et le détroit de Corée au Nord. Elles sont situées à 100 milles nautiques (environ 185 kilomètres) de la grande île japonaise de Kyushu.

Le territoire de la RPC constitue avec la Fédération de Russie une formidable masse continentale dont la très longue façade océanique s'étend du Vietnam à la Norvège. Avec la RPDC qui assure la continuité côtière de la mer Jaune à celle du Japon, les côtes de ces trois autocraties liées par des partenariats stratégiques croisés sont longées par une route maritime qui est prise par les glaces dans sa partie la plus septentrionale. Elle s'ouvre à la navigation



pendant des périodes de durées croissantes au gré du réchauffement climatique. Plus courte de 30 % que la route traditionnelle passant par l'océan Indien, elle constitue une alternative économiquement très intéressante pour relier l'Asie à l'Europe. Permettant de désenclaver la Russie, elle donnera un avantage stratégique majeur aux puissances qui contrôleront l'Arctique.

La RPDC quant à elle constitue un État tampon entre la Chine et la Corée du Sud où sont stationnées des forces américaines en nombre limité. Dotée de l'arme nucléaire et de nombreux sous-marins, c'est aussi un perturbateur puissant et imprévisible face au Japon où sont implantées de grandes bases aériennes et navales américaines ainsi qu'un contingent important de l'*US Marine Corps*.

On le comprend donc, les enjeux maritimes sont prégnants dans la compréhension de la géopolitique compliquée de la péninsule coréenne. La présente note se fixe pour ambition de tenter d'y voir un peu clair malgré le « facteur Trump » et la prochaine élection présidentielle fixée au 3 juin prochain en Corée du Sud, après la destitution du président Yoon Suk Yeol, facteurs d'incertitudes.

Il n'est pas pour autant interdit de penser l'avenir et la consolidation de la sécurité de la Corée du Sud. Le fait que le pays soit placé avec le Japon sous l'égide des États-Unis pourrait lui permettre de sortir de sa situation incertaine en resserrant ses alliances. L'*US Navy* pourrait faire appel à ses chantiers navals et à son industrie d'armement qui produisent en grande quantité des systèmes d'armes de haute technologie pour les adversaires potentiels de la Russie. Elle pourrait lui permettre d'acquérir les bâtiments de combat qui lui manquent pour être en mesure de se confronter éventuellement à une marine chinoise dont la puissance ne cesse de croître. C'est dans cette optique que, le 18 mars 2025, Hanwha est devenu un actionnaire important du groupe naval australien Austal Ltd, un fournisseur de la marine américaine, qui tire près de 80 % de ses revenus des États-Unis. Cette prise de participation par la plus grande entreprise de défense de Corée du Sud vise à renforcer les partenariats stratégiques aux États-Unis et ailleurs, dans un contexte d'essor des industries mondiales de la défense et de la construction navale.

Le poids de l'histoire sur les déterminants géopolitiques de la péninsule coréenne

Les Coréens du Sud sont fiers de leur longue tradition maritime et en particulier de leurs bateaux-tortues apparus à partir du seizième siècle. Ces navires cuirassés, pourvus d'artillerie et de défenses contre les abordages, sont apparus longtemps avant que les puissances maritimes européennes n'en soient dotées. En Europe, le premier cuirassé, *La Gloire*, n'a été admis au service actif qu'en 1859. Des maquettes représentant ces bateaux-tortues occupent une place d'honneur dans tous les sièges des grands chantiers navals de Corée du Sud : Samsung, Hyundai, Hanwha (1), etc.

Ils ont permis à la Corée d'acquérir la maîtrise de la mer face aux forces navales japonaises qui soutenaient les tentatives de Toyotomi Hideyoshi de conquérir la Corée de 1592 à 1598. C'est l'amiral coréen Yi Sun-sin qui aurait conçu les bateaux-tortues avec lesquels il a remporté seize batailles contre une marine japonaise alors technologiquement moins développée.

La Corée et le Japon du dix-neuvième au début du vingtième siècle : une histoire tumultueuse et douloureuse

Il faut attendre l'intervention américaine et la flotte des « bateaux noirs » du commodore Perry au cours de ses deux expéditions de 1853 et 1854 pour que le Japon se modernise. Cette force navale américaine y avait été envoyée par le président des États-Unis Millard Fillmore pour contraindre le Japon à ouvrir ses ports au commerce américain. Efficace, cette diplomatie navale a conduit à la signature du traité de Kanagawa le 31 mars 1854. Il sera suivi du traité d'Amitié et de Commerce du 29 juillet 1858 qui va provoquer un profond bouleversement interne. Le commerce extérieur s'est développé, la puissance militaire japonaise s'est accrue et, plus tard, l'économie et la technologie japonaises se sont développées, en particulier avec l'aide de la France. En 1890, le Japon est devenu la grande puissance de l'Extrême-Orient sans que les Occidentaux en aient pris conscience. C'est la réussite de la poussée japonaise en Corée, son voisin le plus proche et un vassal de l'Empire chinois, qui va leur dessiller les yeux. Le Japon « Pays du soleil levant » qui avait commencé son infiltration dès 1871, avait signé un traité en 1876, obtenu l'ouverture de ports et établi des relations diplomatiques avec le « Pays du matin frais », s'impliquant de plus en plus dans les affaires de la Corée.

Dans les années 1890, l'expansion du Japon s'est accrue. La guerre sino-japonaise de 1894-95 est la conséquence directe de la rivalité avec la Chine, l'État suzerain de la Corée, pour prendre le contrôle de la péninsule. En 1894, le roi de Corée fait appel à la Chine et au Japon pour l'aider

(1) Qui a acquis Daewoo Shipbuilding & Marine Engineering (DSME) qui produisait sous licence de la firme allemande HDW des sous-marins type 212. Il a été renommé Hanwha Ocean en 2023.



à réprimer un mouvement insurrectionnel. Une fois l'ordre rétabli, le Japon ne retire pas ses troupes et repousse les forces chinoises qui veulent les y contraindre. Deux batailles navales sur la mer Jaune, l'une à l'ouvert du Yalu et l'autre à Weihaiwei (Shandong), sont remportées par la marine japonaise et des forces de débarquement formées à l'européenne. Les défaites successives de flottes chinoises constituées d'unités modernes acquises à l'étranger, ont été le résultat d'une infériorité tactique, d'un commandement inadapté, d'un manque d'entraînement et d'une logistique inefficace. Le traité de Shimonoseki est signé le 14 mars 1895. Il consacre la défaite de la Chine qui reconnaît l'indépendance de la Corée, laquelle sera ensuite placée sous protectorat japonais en 1905. Elle cède de plus au Japon Taiwan et les îles Pescadores, ainsi que la presqu'île du Liaodong — avec Port Arthur — dont il devra se retirer sous la pression des Européens.

Pour la première fois, des Coréens vont alors se tourner vers la troisième puissance de la région, la Russie, ravie d'être invitée à y jouer un rôle majeur. L'empereur Kojong se réfugia même pendant un an à l'ambassade de Russie en 1896. Cette dernière va cependant perdre toute influence locale après que ses forces ont été écrasées lors de la guerre russo-japonaise de 1904 et 1905. Elle va y perdre la face à la bataille navale de Tsushima quand sa flotte de la Baltique sera anéantie par la flotte japonaise de l'amiral Togo le 27 mai 1905. Sa flotte du Pacifique l'avait été en 1904 lors de la bataille navale de Port Arthur qui marqua le début des hostilités. Ces défaites navales ainsi que celle, sur terre, de Moukden du 20 février au 10 mars 1905 où se sont affrontés 276 000 Russes et 270 000 Japonais ont été particulièrement humiliantes pour les Russes, et ont retenti partout dans le monde comme de véritables coups de tonnerre. Le mythe du « péril jaune », cauchemar fantasmé d'une invasion de l'Occident par les Asiatiques, était né.

En Corée, le prince Ito, le nouveau résident général japonais a voulu moderniser et réformer le pays d'une poigne de fer, ce qui a conduit à des soulèvements et à une guérilla. En 1910, son assassinat a donné au Japon un dernier prétexte pour imposer le traité d'annexion de la Corée du 22 août 1910 qui la transforme en colonie japonaise. Elle le restera jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale, soumise à la rude férule de son occupant. Confronté au séparatisme d'une partie de la population, les Japonais vont l'exploiter avec une dureté qui a laissé des traces jusqu'à présent et qui rend les relations géopolitiques difficiles entre les deux États. La question des « femmes de réconfort » ⁽¹⁾ — un système d'esclavage sexuel avant et pendant la Seconde guerre mondiale au profit des soldats japonais — est toujours une pomme de discorde entre les deux pays qui, pourtant, devraient s'accorder naturellement face à la menace chinoise.

⁽¹⁾ Pour mémoire, le 8 janvier 2021, Tokyo avait été condamné à dédommager d'anciennes esclaves sexuelles sud-coréennes des militaires japonais, les « femmes de réconfort ». Tokyo a contesté la légalité de ces poursuites, estimant que ces contentieux ont été réglés par le traité de 1965 qui avait permis la reprise des relations diplomatiques bilatérales. Le différend perdure.



1945-1950 : la montée vers la guerre

En 1943, l'indépendance de la Corée à la fin de la guerre est actée à la conférence du Caire. Le 15 août 1945, la Corée est divisée en deux zones d'occupation, administrées respectivement par l'URSS au nord du parallèle 38° N et par les États-Unis au sud, avec la réunification pour objectif.

Ne parvenant pas à s'accorder, les deux camps forment en août 1948 deux États indépendants. L'un, la République populaire démocratique de Corée au Nord (RPDC), est placé sous la direction d'un régime totalitaire soutenu par l'URSS ainsi que par l'Armée populaire de libération chinoise créée en 1927 ; l'autre, la République de Corée, est une dictature autoritaire soutenue par les États-Unis. La première est placée sous la direction d'un résistant qui a tôt rejoint les forces communistes chinoises pour combattre les Japonais, Kim Il Sung. La République populaire de Corée est proclamée en février 1948. La seconde, la République de Corée, est administrée à compter du 15 août 1948 par le gouvernement autocratique de Syngman Rhee, un militant nationaliste viscéralement anticommuniste qui en devient le premier président faute de mieux. Il a fait des études aux États-Unis et obtenu un doctorat de l'Université de Princeton.

Les deux nouveaux États ne reçoivent pas la même forme de soutien militaire de leurs protecteurs. Avant le retrait de ses troupes d'occupation (décembre 1948), l'Union soviétique, qui poursuit son programme d'expansion du communisme, forme une armée de terre disciplinée bien entraînée, pourvue de matériel lourd et appuyée par une aviation efficace. La République de Corée reçoit un traitement bien différent de la part des États-Unis qui connaissent mal la population et se méfient des autocrates. En conséquence, les Américains ne fournissent pas d'armement lourd, ni d'aviation à des forces armées peu nombreuses quand ils se retirent en juin 1949. Seul un nombre restreint de conseillers restent sur place.

Le 1^{er} octobre 1949, Mao Zedong proclame la fondation de la République populaire de Chine (RPC). Elle n'est pas reconnue par le Conseil de sécurité des Nations Unies où c'est la République de Chine de Tchang Kai Shek qui siège. Le 14 février 1950, un traité d'amitié, d'alliance et d'assistance mutuelle a été conclu entre la Chine et l'Union soviétique. Ces deux États ont donné leur accord à la volonté de réunification par la force de la Corée.

Guerre de Corée : la péninsule déchirée

Le 25 juin 1950 à quatre heures du matin, 135 000 Nord-Coréens franchissent la frontière qui sépare les deux Corées derrière un formidable barrage d'artillerie. Elles sont mécanisées et pourvues d'environ 180 avions de combat d'origine soviétique, dont 40 chasseurs Yak et 70 avions d'appui tactique. Totalement surprises et incapables de faire front, les forces de la Corée du Sud sont submergées. Le contingent réduit de conseillers militaires américains, qui ne



dispose que de dix chasseurs Mustang, est dans un état d'impréparation similaire en raison des profondes restructurations que subissent alors les forces armées des États-Unis à la recherche d'illusoire dividendes de la paix.

À l'exception de ces quelques avions, l'*US Air Force* (USAF) ne dispose alors d'aucune unité en Corée ; celles de la *Fifth Air Force*, dont le domaine de responsabilité couvre le Japon et la Corée, opère alors toutes à partir de bases situées au Japon. Elles sont trop loin des premiers combats pour apporter un soutien aérien suffisant. L'*US Navy* ne dispose que d'un seul porte-avions dans le Pacifique Ouest, L'*USS Valley Forge*, qui est en escale à Hong Kong avec deux croiseurs et quelques destroyers le jour de l'attaque. Le porte-avions britannique *HMS Triumph* navigue dans les mêmes eaux. Toutes les forces navales sont sous-approvisionnées en munitions. La défaite semble inéluctable pour les États-Unis et leurs alliés.

En 1950, l'Union soviétique boycotte le Conseil de sécurité des Nations Unies qui ne reconnaît pas la République populaire de Chine. Aussi, la décision d'intervenir a-t-elle été faite au nom de l'ONU, alors même que la grande majorité des forces déployées seront américaines, les puissances européennes étant exsangues au sortir de la Seconde Guerre mondiale et confrontées aux guerres de décolonisation. C'est le général MacArthur — qui supervise alors l'occupation du Japon — qui assurera le commandement des forces des Nations Unies. Le 27 juin 1950, le président Truman déclare : *« Le conseil de sécurité des Nations unies a demandé aux troupes de l'envahisseur d'interrompre les hostilités, de se retirer derrière le parallèle 38°N. Cela n'a pas été fait, mais au contraire les troupes de la Corée du Nord ont poursuivi leur attaque. Le conseil de sécurité a demandé à tous les membres des Nations unies de l'aider à faire appliquer cette résolution. Dans ces circonstances j'ai donné l'ordre aux forces de l'air et de mer des États-Unis d'apporter soutien et appui au gouvernement coréen. L'attaque contre la Corée indique clairement, au-delà de tout doute, que le communisme a dépassé le stade de l'emploi de mesures subversives pour conquérir des nations indépendantes, et emploiera maintenant l'invasion armée et la guerre »*.

L'avancée rapide des Nord-Coréens leur permet de prendre le contrôle de la presque totalité de la péninsule. Ils sont arrêtés par une poche de résistance autour du grand port de Busan. Le plus proche du Japon, il est à distance d'efficacité pour les avions de l'USAF dont le rayon d'action est limité. Une division de *US Marines* qui arrive en renfort permet de stabiliser le front *in extremis*.

Le 15 septembre, un débarquement très risqué est effectué sur la côte ouest, à Inchon, 30 milles nautiques (environ 55,5 kilomètres) en dessous du parallèle 38°N. La manœuvre réussit en raison de l'effet de surprise et de l'efficacité des forces navales qui y participent. Elle permet de prendre à revers les forces nord-coréennes et de couper leurs lignes de ravitaillement. Elles refluent vers le Nord, talonnées par les forces de l'ONU qui ont pu être réorganisées. Des unités parviennent à proximité immédiate de la frontière chinoise alors que les conditions météorologiques se dégradent rapidement.

Le 30 octobre, les effectifs terrestres des Nations unies sont de 205 000 hommes, forces sud-coréennes non comprises. C'est alors que 54 divisions chinoises comptant 270 000 hommes et qui avaient traversé sans être repérées le fleuve Yalu — qui constitue la frontière séparant les deux pays — passent à l'offensive de nuit, par un froid glacial. Les Américains sont bousculés. Le 26 novembre, ce sont plus de 500 000 soldats chinois qui passent à l'attaque avec une couverture aérienne soviétique. Les aérodromes américains aménagés pendant l'avancée doivent être abandonnés les uns après les autres et ce sont les avions des porte-avions qui soutiennent les troupes en retraite.

Le 11 avril 1951, le général MacArthur est relevé de son commandement par le président Truman et remplacé par le général Ridgway. Les raisons de ce remplacement en pleine guerre demeurent classifiées, mais sont très probablement liées au mode d'utilisation éventuel de l'arme nucléaire. Le 9 décembre précédent, MacArthur avait déclaré souhaiter avoir le pouvoir discrétionnaire d'utiliser des armes atomiques sur le théâtre coréen. C'était inacceptable pour le chef de l'exécutif. Le front va se stabiliser autour du parallèle 38°N. Des combats très meurtriers vont se poursuivre pendant que les négociations piétinent.

Le 27 juillet 1953, un armistice est conclu. Sur terre, la ligne de démarcation militaire (*Military Demarcation Line*, MDL) est établie à la suite de l'Accord qui a mis fin à la guerre. Elle suit approximativement le 38e parallèle et s'étend sur environ 248 kilomètres. De part et d'autre de la MDL se trouve la Zone démilitarisée (DMZ), qui est une bande de terre d'environ quatre kilomètres de large de part et d'autre de la ligne. Cependant, la MDL ne concerne que la séparation sur terre (**Focus 1**).

Focus 1 • La ligne de démarcation militaire établie en 1953





Les destructions et les pertes sont considérables. Celles-ci sont estimées au total, civils compris, à plus de trois millions de victimes (tués, blessés, disparus ou prisonniers). Les forces communistes auraient eu entre 1,25 et 1,5 million de victimes. Un très grand nombre de Chinois ont péri pendant les combats, dont un fils de Mao. Le chiffre de un million est avancé. Les forces des Nations unies ont subi plus de 500 000 victimes, dont 94 000 tués. 50 000 soldats sud-coréens l'auraient été. La Corée du Nord et celle du Sud sont dévastées. Toutes les infrastructures sont rasées. Les forces aériennes d'Extrême-Orient ont largué 386 037 tonnes de bombes et 32 537 tonnes de napalm (1).

À ce jour, la paix n'a toujours pas été signée. La haine générée par l'âpreté des combats et les destructions est soigneusement entretenue par le régime nord-coréen. Elles ont laissé également un fort ressentiment au Sud.

La République de Corée, une puissance maritime émergente

La MDL, qui a été établie sur terre par l'armistice, n'a pas d'équivalent maritime. Le 30 août 1953, pour limiter les risques d'accrochage, le commandant en chef des forces armées de l'ONU trace en mer Jaune la *Northern Limit Line* (NLL) et interdit à ses forces de la franchir. La ligne passe approximativement à mi-distance de la côte nord-coréenne et de cinq îles, connues collectivement comme les îles du Nord-Ouest (NWI), que l'armistice a placées sous contrôle des Nations unies (*United Nations Command*, UNC). Pendant deux décennies, la NLL n'a pas été contestée.

Les différents maritimes avec la Corée du Nord : cinquante ans d'affrontements

En octobre 1973, la Corée du Nord signifie le rejet de la NLL et le 1^{er} décembre suivant, lors de la 346^e réunion de la Commission militaire d'armistice (MAC), ses représentants revendiquent le rétablissement de leurs eaux territoriales à 12 miles nautiques (environ 22 kilomètres), ce qui placerait les cinq NWI dans leurs eaux côtières (2). Leur demande ayant été rejetée, des affrontements se multiplient sur mer entre les marines de Corée du Nord et du Sud ainsi que des tentatives d'infiltration par la mer d'agents nord-coréens. Un pic d'activité est à noter après 1998 comme le montre la liste (non exhaustive) suivante :

(1) James L. Stokesbury, *A short history of the Korean War*, New York, Morrow, 1988, p. 254.

(2) Nous nous permettons de renvoyer à notre article « Les Corées en mer », *Outre-Terre*, 2014, N° 39-2, pp. 224-31, [disponible ici](#).

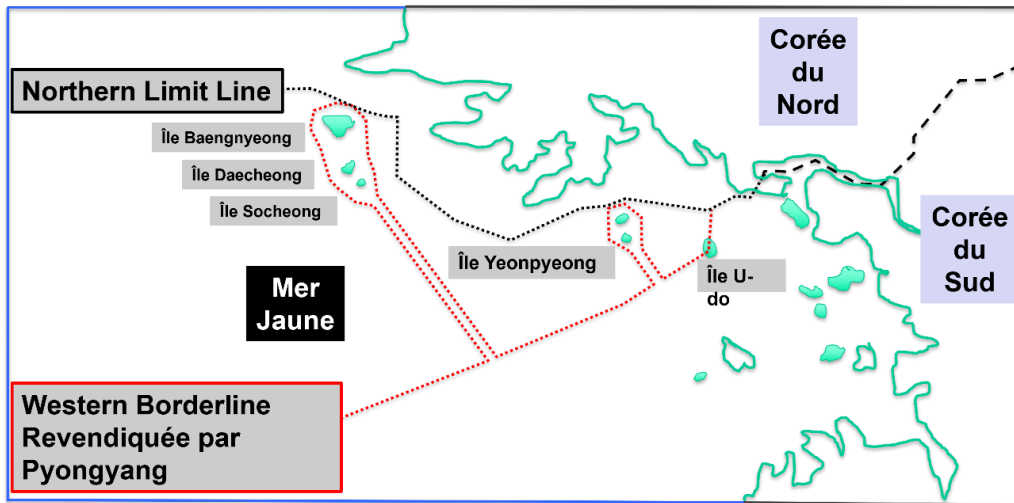
- 1968 : vingt-neuf tués à Séoul, cent dix sur la côte Est.
- 1969 : quinze hommes abattus sur la côte Ouest.
- 1996 : vingt-quatre hommes abattus après échouement de leur sous-marin.
- 22 juin 1998 : neuf corps d'agents qui se sont suicidés sont retrouvés dans un sous-marin pris dans des filets de pêche près de Sokcho.
- Novembre 1998 : Un *go-fast* nord-coréen est intercepté près de l'île de Kanghwa ; il parvient à s'échapper interrompant une opération d'infiltration d'agents.
- 18 décembre 1998 : un sous-marin de poche est coulé près de Yosu. Le corps d'un plongeur a été repêché.

Le 23 mars 1999, la Corée du Nord déclare unilatéralement une nouvelle répartition des zones maritimes et réitère ses prétentions le 23 mars 2000. Le différend dégénère progressivement et les incidents maritimes se succèdent. Le 15 juin 1999, plusieurs bâtiments nord-coréens entament neuf jours de confrontation au large des côtes ouest de la Corée du Sud dans les eaux contestées. Un patrouilleur lance-torpilles nord-coréen est coulé avec tout son équipage et cinq autres sont gravement endommagés. Deux bâtiments sud-coréens subissent des dommages mineurs.

En juin 2002, deux bâtiments nord-coréens traversent la NLL et ouvrent le feu sur un patrouilleur sud-coréen. Les échanges de tirs durent vingt minutes; six marins sud-coréens sont tués et dix-neuf autres blessés. Trente Nord-Coréens sont présumés morts. Le 10 novembre 2009, un autre combat oppose des patrouilleurs des deux pays près de l'île de Daechong après qu'un patrouilleur nord-coréen a pénétré de 1,3 kilomètre dans les eaux revendiquées par la Corée du Sud (**Focus 2**). Cinq obus touchent un bâtiment sud-coréen qui riposte, obligeant son adversaire à se retirer. L'action la plus meurtrière se produit le 26 mars 2010 quand la corvette sud-coréenne *Cheonan* qui se trouvait dans sa zone à proximité de la NLL est coupée en deux par une explosion. Elle a probablement été torpillée par un petit sous-marin nord-coréen. 46 des 104 membres d'équipage ont péri.

Par la suite, ce sont plutôt des tirs d'artillerie terrestre que la Corée du Nord privilégie, en particulier le 23 novembre 2010 sur l'île de Yeonpyeong. Le plus récent remonte à janvier 2024 quand, pendant trois jours d'affilée, la Corée du Nord a procédé à des tirs à munitions réelles sur sa côte ouest, près d'îles sud-coréennes dont la population a été appelée à se mettre à l'abri. Pyongyang a affirmé que ses tirs constituaient « une réponse naturelle et une contre-mesure » aux exercices menés tous les ans par Séoul, Washington et Tokyo dans la région.

Focus 2 • Les différends maritimes entre la Corée du Sud et la Corée du Nord



Un différend maritime avec le Japon : l'île de Dokdo

Un différend maritime existe aussi avec le Japon en mer du Japon (que les Coréens appellent mer de l'Est). Il concerne la petite île de Dokdo (Takeshima pour le Japon) dont le statut n'a pas été réglé à l'issue de la Seconde Guerre mondiale. C'est un point de friction particulièrement sensible pour les Coréens qui ont donné ce nom à la plus grosse unité de leur marine.

Les différends maritimes avec la Chine : Leodo, rivalité maritime et affrontements entre pêcheurs

Un sujet de désaccord de moindre gravité aujourd'hui, mais qui pourrait dégénérer, existe entre la Chine et la République de Corée. Il concerne le rocher Leodo qui est situé au sud de l'île de Jeju et dont la profondeur est d'environ 4,6 mètres à marée basse. Submergé en permanence, il ne génère donc pas de zones maritimes selon la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (UNCLOS). Pourtant, la roche en question est située dans un espace où les zones économiques exclusives (ZEE) des deux pays se chevauchent. La Corée du Sud la revendique en fondant son argumentation sur le fait qu'il est situé à 149 kilomètres de l'île la plus méridionale de la Corée, Marado, tandis que l'île chinoise la plus proche, Yushandao, en est à 287 kilomètres. La République de Corée a construit la station de recherche océanique Leodo sur le rocher malgré les objections de la RPC. Ce problème a été ravivé quand Pékin a annoncé le 23 novembre 2013 l'établissement d'une « zone d'identification de la défense aérienne » (ADIZ) en mer de Chine où elle chevauche partiellement celle de la République de Corée et ce rocher.

Par ailleurs, la mer Jaune est l'objet d'un différend maritime aux conséquences particulièrement violentes entre pêcheurs et garde-côtes chinois et sud-coréens. En 2001, une « zone de mesures provisoires » (PMZ) est établie entre la Corée du Sud et la Chine. Cet espace maritime est destiné à gérer les conflits liés aux droits de pêche dans les eaux où les zones économiques exclusives se chevauchent. Conformément à la Convention des Nations unies sur le droit de la mer, les pays peuvent créer une ZEE en dehors de la mer territoriale dans la limite de 200 milles nautiques (environ 370 kilomètres) à partir de la ligne de base de la mer territoriale, mais les ZEE revendiquées par les deux pays se chevauchent sur environ 73 000 kilomètres carrés. Selon l'accord, il est interdit d'y installer des infrastructures ou de développer des ressources sous-marines, à l'exception des activités de pêche.

Néanmoins, le différend maritime entre les deux pays s'est accru avec le temps. Ce sont des centaines de bateaux de pêche des deux pays qui s'affrontent avec une agressivité extrême. En 2011, pour la deuxième fois en moins de quatre ans, un garde-côte sud-coréen a été tué par des pêcheurs chinois au cours d'une tentative d'abordage particulièrement violente. La Chine a installé dans la PMZ une structure en béton sans autorisation en avril 2022 et, malgré l'opposition du gouvernement coréen de l'époque, elle a poursuivi les travaux en la qualifiant d'installation d'aide à la pêche. En avril et en décembre 2024, elle a installé deux autres structures en acier ⁽¹⁾. Comme elle le pratique déjà en mer de Chine méridionale, la Chine applique la méthode des petits pas avec une approche duale, toute à la fois civile et militaire. Elle veut progressivement prendre le contrôle des zones qui l'intéressent tant pour leurs ressources halieutiques que pour des raisons géostratégiques. La mer Jaune est en effet le passage obligé des bâtiments de guerre chinois en provenance du golfe de Bohai à proximité duquel sont construits tous les sous-marins chinois à propulsion nucléaire et où ils font leurs essais à la mer.

Les alliances de la République de Corée

Le traité de Défense mutuelle entre les États-Unis et la République de Corée a été signé en 1953, à la fin de la guerre de Corée. Il engage les États-Unis à aider la Corée du Sud à se défendre, en particulier contre la République populaire démocratique de Corée. Les forces américaines maintiennent environ 28 500 militaires américains en République de Corée. Ce sont des membres de l'armée de terre pour l'essentiel. Les forces aériennes et les ports-bases de l'*US Navy* sont situés au Japon ou sur l'île de Guam **(Focus 3)**. Sans doute faut-il voir dans ce relatif éloignement les leçons tirées du retour d'expérience de l'attaque-surprise de 1950.

⁽¹⁾ Shin Yoonjae, Looking at Korea, « China and Japan – 157 », Maeil Business Newspaper, 14 février 2025, [disponible ici](#).



Focus 3 • Principales bases navales de la Corée du sud (vert), américaines (bleu) et différends maritimes (rouge)



Pendant son premier mandat (2016-2020), le président Trump a mis en doute la valeur des alliances et réclamé un partage plus équitable des charges d'entretien de ses troupes, faisant ainsi peser le doute sur les engagements des États-Unis en matière de sécurité. En 2023, l'administration Biden a conclu un nouvel accord de partage des coûts et un élargissement de son domaine d'application. L'alliance, jusqu'alors limitée à contrer la dissuasion de la Corée du Nord et à contenir une attaque potentielle, a élargi son champ d'action à l'Indopacifique. La question des armes nucléaires, destinées à contrebalancer la menace nord-coréenne depuis que la RPDC ne cesse d'améliorer son arsenal, prend de plus en plus d'importance aux yeux de la population. Les États-Unis ont retiré les leurs en 1991. Dans le but de rassurer les Sud-Coréens sceptiques quant à la dissuasion élargie des États-Unis par un parapluie nucléaire, les deux gouvernements ont donc publié la « Déclaration de Washington » lors de la visite d'État de M. Yoon Suk-yeol en avril 2023.

La Corée du Sud, un État qui dispose d'une importante industrie nucléaire civile, serait techniquement capable de se doter d'armes de dissuasion bien qu'elle ait signé le Traité de non-prolifération. La Corée du Nord qui l'avait également fait l'a dénoncé et s'est lancée dans un programme de développement de l'arme nucléaire et des vecteurs capables de la porter.

Le 11 janvier 2023, le président sud-coréen Yoon Suk-yeol a provoqué de vives réactions en indiquant que la Corée du Sud pourrait envisager de se doter de l'arme nucléaire « *si les menaces nord-coréennes devenaient plus sérieuses* ».

Du côté du Japon, les relations bilatérales restent tendues malgré l'évolution des menaces dans la région Indopacifique et la similitude des alliances de défense qui lient chacun des deux pays aux États-Unis. Elles pourraient s'améliorer depuis qu'en août 2023, Joe Biden a accueilli le président Yoon et le Premier ministre japonais Fumio Kishida à Camp David pour une première réunion au sommet entre les dirigeants des trois États. Ils ont convenu d'institutionnaliser les réunions trilatérales à haut niveau, y compris une réunion annuelle des dirigeants pour coordonner la stratégie Indopacifique. Ils ont également décidé d'établir une ligne téléphonique tripartite pour la réponse d'urgence aux crises et d'étendre les exercices militaires trilatéraux. Il est cependant permis de se demander si la détestation mutuelle des deux pays asiatiques, qui pourrait paraître quelque peu irrationnelle si longtemps après la fin des principales causes, ne sera pas plus forte que les impératifs géostratégiques qui devraient les réunir face à la Chine sous l'égide des États-Unis. Cet accord survivra-t-il à l'arrivée au pouvoir du président Trump ?

Un rapprochement pourrait cependant s'imposer par le biais de l'efficacité des chantiers navals de Corée du Sud et de l'incapacité de l'*US Navy* à atteindre son objectif d'une flotte de 355 bâtiments de combat alors qu'elle n'en a plus que 291 en 2024. Des sénateurs américains ont présenté deux projets de loi ayant pour objet de moderniser et d'accélérer les processus de construction et d'acquisition des forces maritimes américaines en favorisant une collaboration accrue avec les nations alliées et en permettant la construction de bateaux ou de composants dans les chantiers navals des pays membres de l'OTAN ou des nations de l'Indopacifique avec lesquelles les États-Unis ont conclu des accords de défense mutuelle ⁽¹⁾. La Corée du Sud est certainement le candidat le plus à même de remplir cette tâche.

La montée en puissance de la marine sud-coréenne

La Corée du Sud dispose d'une industrie maritime technologiquement très évoluée. En 2016, elle a construit 38,1 % du tonnage mondial, devançant la RPC et le Japon. Elle était particulièrement avancée dans les navires complexes à haute valeur ajoutée comme les méthaniers. En 2021, elle a été dépassée pour la première fois par l'industrie chinoise qui progresse en termes de qualité. La rivalité entre les constructeurs navals chinois et sud-coréens continue de s'intensifier. En 2024, la Corée du Sud mène à nouveau.

⁽¹⁾ « Utah's Senators Introduce Bills for Navy and Coast Guard Readiness », site Internet du Sénateur Mike Lee, 5 février 2025, [disponible ici](#).



Cette compétence lui permet de se doter de toutes les composantes d'une marine de guerre moderne. Elle a en particulier su développer avec succès des forces sous-marines en construisant d'abord sous licence allemande des sous-marins de type 209, puis 214 qu'elle propose à l'export. Depuis 2018, elle construit des sous-marins de conception nationale — le projet KSS III — avec une première série de trois sous-marins lancés entre 2020 et 2024. Elle prévoit d'en faire une version améliorée entre 2025 et 2027. Outre des torpilles, les premiers bateaux sont équipés de six tubes verticaux de lancement capables de lancer des missiles balistiques de courte portée Hyunmoo-2.

Depuis 2003, la marine sud-coréenne envisage de construire des sous-marins d'attaque à propulsion nucléaire (SNA) pour s'opposer aux sous-marins de la Corée du Nord. Le projet se précise après que la RPDC a lancé son premier sous-marin lanceur de missiles balistiques. L'acquisition de SNA représenterait une amélioration majeure des capacités navales de la Corée du Sud. Contrairement aux sous-marins conventionnels à propulsion diesel-électrique – dont l'endurance et la furtivité sont intrinsèquement limitées par la nécessité de remonter périodiquement à l'immersion périscopique pour ventiler le bord et recharger les batteries électriques –, les SNA qui disposent d'une énergie quasi illimitée sont anaérobies. Leur système de propulsion nucléaire leur permet d'opérer en plongée pendant de longues périodes, ce qui leur confère un avantage significatif en termes de furtivité, d'endurance et de flexibilité opérationnelle. En possédant des SNA, la Corée du Sud s'assurerait de pouvoir maintenir une présence maritime persistante et discrète loin de ses côtes, ce qui élargirait considérablement ses options stratégiques. Avec ceux de ses partenaires dans l'Indopacifique dont l'*US Navy*, les SNA sud-coréens seront confrontés *de facto* en cas de guerre à ceux de la Chine et, probablement, à ceux de la Russie dont les capacités en matière de lutte sous la mer sont redoutables.

Dans le domaine des forces de surface et aéronavales, la République de Corée poursuit depuis plusieurs années une progression régulière en s'attachant à maintenir l'interopérabilité indispensable avec les États-Unis. Son armée de l'air a commandé deux tranches de chasseurs furtifs F-35A. La marine souhaitait se doter également d'une capacité de projection de puissance. Pour cela, elle voulait initialement acquérir un ou des porte-aéronefs et des F-35B à décollage court et appontage vertical, avant de leur préférer un véritable porte-avions équipé de catapultes. À ce jour, le choix – qui sera probablement avant tout budgétaire – n'est pas tranché.

Enfin, les forces de surface sont dotées de frégates de premier rang dont trois unités du type KDX III sont équipées du système de défense antimissile balistiques *Aegis* américain. Elles viennent compléter en mer le système terrestre THAAD (*Terminal High Altitude Area Defense*) déployé par les États-Unis en Corée depuis le 8 mars 2017 pour contrer la menace émergente des missiles balistiques développés par la Corée du Nord.

La Corée du Nord, une autocratie nucléaire héréditaire aux ambitions maritimes

Kim Il-sung (1912-1994) est arrivé en Corée dans les wagons de l'Armée rouge soviétique en octobre 1945. Fondateur et premier dirigeant de la République populaire démocratique de Corée, il a occupé les fonctions de Premier ministre de 1948 à 1972 puis de président de 1972 jusqu'à sa mort. Il est le fondateur de la dynastie des Kim qui repose sur le culte de la personnalité et la terreur. Son fils, Kim Jong-il (1942-2011), devient officiellement son successeur en 1980. À la mort de Kim Il-sung en 1994, il prend le pouvoir. Il est à l'origine du programme d'armement nucléaire. Deux essais ont été faits sous son autorité : un de 0,48 kilotonne (kt) le 9 octobre 2006 et un de 7 kt le 25 mai 2009. Mort le 17 décembre 2011 d'une crise cardiaque, c'est son fils, Kim Jong-un, qui le remplace et qui poursuit activement le développement de sa puissance militaire. Il a procédé à quatre essais d'armes nucléaires : de 12,2 kt en février 2013, de 11,3 en janvier 2016, de 17,8 en septembre 2016 et de 120 kt le 3 septembre 2017. Il développe en parallèle des lanceurs balistiques de longue portée à partir de la terre et de sous-marins.

La Corée du Sud comme « ennemi principal invariable » : une logique jusqu'au-boutiste

La RPDC, petit État d'environ 25 millions d'habitants, est géographiquement encadrée entre ses deux encombrants parrains, la République populaire de Chine et la Russie et son ennemie jurée, la République de Corée. Elle a deux façades maritimes, à l'ouest sur la mer Jaune et à l'est sur celle du Japon. Pour asseoir son autonomie, elle use et abuse de son rôle de perturbateur en pourvoyant armes et soldats au président Poutine en échange de la technologie nécessaire à l'établissement d'une véritable triade nucléaire capable d'assurer son indépendance et la pérennité de sa dynastie.

Le 16 janvier 2024, le dirigeant nord-coréen Kim Jong-un a appelé à modifier la constitution du pays pour définir la Corée du Sud comme étant son « ennemi principal invariable » et d'y inscrire l'engagement d'occuper complètement le territoire sud-coréen en cas de guerre. Pour marquer symboliquement l'arrêt définitif des relations entre les deux pays, l'armée nord-coréenne a détruit à l'explosif des tronçons de la route Gyeongui-Donghae au nord de la DMZ le 15 octobre 2024. Elle permettait des échanges transfrontaliers avec la Corée du Sud.



Modernisation de la marine, missile stratégique et sous-marin à propulsion nucléaire

La Corée du Nord dispose d'une marine composée d'unités anciennes mais a l'ambition de la moderniser avec l'aide de ses alliés, principalement de la Russie. Il est très difficile de connaître sa composition exacte en raison de la culture du secret que pratique le gouvernement de ce pays. Elle dispose d'unités d'origine soviétiques qui sont pour la plupart obsolètes, mais conservées en état de fonctionnement par une industrie navale essentiellement dédiée à la conception et à la maintenance de bâtiments de guerre de faible tonnage. C'est donc une marine côtière également pourvue de forces sous-marines et d'une composante amphibie. Son principal objectif est de combattre la République de Corée et ses alliés, en appui des forces terrestres et aériennes.

La mission prioritaire des 70 (nombre estimé) sous-marins de poche de conception et de construction nationale consiste à effectuer des opérations spéciales au sud du parallèle 38°N. Trois d'entre eux, dont un en 1996 et un autre en 1998, ont été capturés par la marine sud-coréenne. Dérivés des *Heroj* yougoslaves de la guerre froide, ils ont été améliorés ; ceux de la classe *Yugo* de construction nationale ont été exportés en Iran et au Vietnam. La majorité d'entre eux ont également des tubes lance-torpilles ; c'est probablement l'un de ceux-là qui a coulé la corvette sud-coréenne *Cheonan* en 2010. La RPDC dispose également d'une vingtaine de sous-marins d'attaque à propulsion diesel-électrique du type *Romeo* soviétique, dont quatre de construction chinoise. Leur entrée en service remonte aux années 1970.

Puissance nucléaire, la Corée du Nord cherche à développer un missile stratégique pouvant être lancé en plongée à partir d'un sous-marin et capable de délivrer avec précision une ogive nucléaire. Pour cela, elle utilise des submersibles du type *Golf II* russe, désarmés et achetés en 1993 pour déconstruction. Elle a modifié un sous-marin de type *Romeo* et l'a hybridé en le dotant d'un massif rallongé destiné à embarquer des missiles balistiques, à l'instar du *Golf II*. Le 6 septembre 2023, la Corée du Nord a officiellement dévoilé et lancé ce sous-marin diesel-électrique datant de l'époque de la guerre froide, qu'elle a transformé en sous-marin lanceur de missiles à propulsion conventionnelle. La cérémonie s'est déroulée en présence de Kim Jong-un, au chantier naval de Sinpo, sur la côte orientale de la Corée du Nord. Le sous-marin a été baptisé *Héro Kim Kun Ok* et porte le numéro de coque 841.

En octobre 2024, la RPDC aurait commencé à construire un nouveau sous-marin, qui pourrait être doté d'une propulsion nucléaire (1). Si l'information est exacte, et si elle le fait sans assistance étrangère, la RPDC se serait lancée dans un processus de très longue durée (2). À moins que la Russie, qui dispose d'une haute technologie dans le domaine des sous-marins, ne lui apporte son aide.

Alliances et partenariats : le trio Chine, Russie, Corée du Nord

Ce peut être une des raisons pour lesquelles la Corée du Nord s'est rapprochée de la Russie en signant un nouveau traité comportant une clause d'assistance militaire mutuelle. Elle a envoyé en octobre 2024 plus de 10 000 soldats combattre avec la Russie en Ukraine, fourni des missiles balistiques pourvus de charges conventionnelles et des milliers de conteneurs de munitions. La Russie pourrait en retour transférer les technologies militaires avancées qui manquent à la Corée du Nord. Elles pourraient concerner tant la conception et la fabrication des sous-marins à propulsion nucléaire (SNA et SNLE) que celle des missiles balistiques emportant des ogives nucléaires compactes. Le 19 juin 2024, un traité de partenariat stratégique global a été signé à Pyongyang par le président russe Vladimir Poutine et le dirigeant nord-coréen Kim Jong Un. Les deux pays s'engagent à se porter assistance mutuelle en cas d'attaque.

Des accords de défense croisés lient plus ou moins fortement entre elles la RPC, la RPDC et la Russie. Ils se complètent et font de l'ensemble une puissance géostratégique de premier plan. La quasi-continuité côtière de ce bloc continental – qui va de l'île de Hainan en mer de Chine méridionale à Mourmansk sur la mer de Barents, le seul port russe toujours libre de glace toute l'année – n'est interrompue que par la Corée du Sud qui constitue un verrou pouvant potentiellement fermer le carcan qui enserme les mers proches de la Chine – mer de Chine méridionale, mer de Chine orientale, mer Jaune (Focus 4). Un autre carcan septentrional le prolonge. Il est constitué par l'archipel japonais et les îles Kouriles qui enclosent la mer du Japon et la mer d'Okhotsk. La tyrannie de la géographie fait de la Corée du Sud un objectif de premier plan en cas de guerre opposant les trois autocraties aux États-Unis et leurs alliés. La vulnérabilité de la République de Corée est actée par le fait qu'aucune base navale d'importance n'a été ouverte par l'*US Navy* sur son sol. La succession des cinq mers délimitées par les deux carcans en fait une artère logistique importante pour le trio des puissances nucléaires qui pourrait être protégé à partir de leurs bases continentales.

(1) Le 10 mars 2025, le média d'État KCNA a publié des photos de ce qu'il prétend être un sous-marin nucléaire lanceur d'engins (SNLE). Son déplacement pourrait être de 6 000 à 7 000 tonnes, soit le double de celui des précédents submersibles nord-coréens. Il serait susceptible d'embarquer une dizaine de missiles dotés d'ogives nucléaires.

(2) À titre de comparaison, la marine brésilienne a lancé son propre programme de SNA avant 1980 et il n'a pas encore abouti quarante-cinq ans plus tard.

Focus 4 • Continuité côtière des trois autocraties nucléaires



La Corée du Nord avait signé, à quelques jours d'intervalle, des traités d'alliance avec la Chine et l'Union soviétique en 1961, le président Kim Il-sung souhaitant exploiter la scission sino-soviétique à son profit. L'URSS et la Chine partageaient avec la Corée du Nord des valeurs idéologiques et des intérêts de sécurité, en tant qu'États communistes à parti unique opposés à l'impérialisme américain. Toutefois, l'effondrement de l'Union soviétique a mis fin à l'idéologie commune de l'alliance entre l'URSS et la Corée du Nord. Le nouveau gouvernement russe a ensuite réduit ses liens avec la RPDC et n'a pas renouvelé le traité d'alliance en 1995. La Russie et la Corée du Nord ont signé en 2000 un traité d'amitié, de bon voisinage et de coopération pour remplacer le traité antérieur, mais la clause d'assistance militaire automatique en cas d'attaque avait été supprimée. Elle est réapparue le 19 juin 2024 dans le traité de partenariat stratégique global qui lie à nouveau les deux pays.

Plus de soixante années ont passé depuis qu'a été conclu le 11 juillet 1961 le traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle entre la Chine, la Corée du Nord. Il a été reconduit tous les vingt ans, en 1981, 2001 et 2021. Il aurait pu ne pas l'être à nouveau quand cette dernière s'est dotée d'armes nucléaires, en violation des termes de l'alliance. En matière de sécurité, la Chine a cependant précisé qu'elle protégerait la Corée du Nord si les États-Unis et la Corée du Sud l'attaquaient en premier, et cela alors même que Pékin imposait des sanctions à Pyongyang et que les risques d'une escalade entre les États-Unis et la Corée du Nord étaient élevés en 2017.

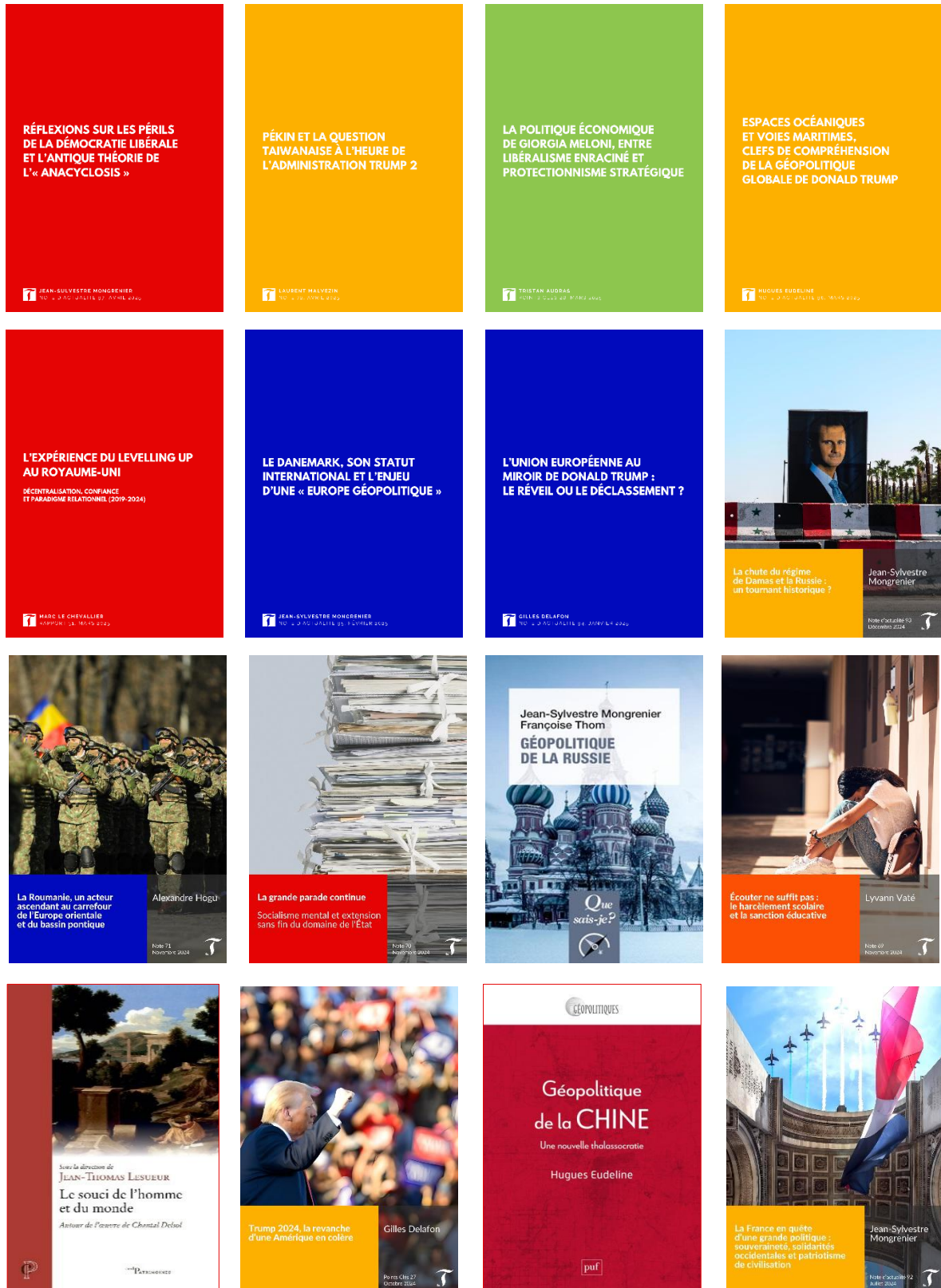
La coopération militaire entre la Chine et la Russie est plus développée en pratique que ne le laisseraient penser les accords qui les lient et qui sont plus des partenariats que des alliances. Les deux parties ont signé en novembre 2021 une feuille de route pour la coopération militaire pour la période 2021-2025. La RPC et la Russie sont par ailleurs des membres fondateurs du groupe de Shanghai, un groupe intergouvernemental principalement axé sur les affaires de sécurité.

Les deux puissances sont des partenaires étroits et complémentaires dans le domaine militaire. La RPC dispose d'un nombre encore réduit mais croissant d'armes nucléaires et d'une masse considérable de moyens conventionnels, tout particulièrement navals, mais manque d'expérience du combat de haute intensité. Historiquement, la Chine a été l'un des principaux acheteurs d'armes russes pour équiper ses forces armées. Avec le développement de son industrie de défense, elle privilégie à présent les transferts de technologie et les violations de la propriété intellectuelle au détriment de l'industrie de défense russe, laquelle dépend de l'importation de composants clés et d'investissements en provenance de RPC pour le développement de systèmes d'armes avancés. La Russie dispose du plus grand nombre d'armes nucléaire qui soit, de matériels de très haute technologie et d'un grand retour d'expérience de la guerre froide qui s'enrichit dans certains domaines avec celui de la guerre en Ukraine. Seule, elle manquerait cependant de bâtiments et d'avions modernes en nombre suffisant pour mener efficacement le combat sur mer et dans les airs face à des forces aéronavales américaines et à celles de leurs alliées qui partagent les mêmes doctrines d'emploi.

Opérationnellement, les deux pays organisent des exercices militaires combinés de façon à développer leur interopérabilité. Pour cela, la RPC cherche également à accroître sa participation aux déploiements navals lointains avec les forces russes partout sur l'océan mondial.

Publications récentes

Retrouvez toutes nos publications (notes, rapports, livres) sur notre site





Programme Enjeux internationaux

Dans un contexte de fortes tensions internationales, d'émergence de nouveaux acteurs étatiques et non-étatiques et d'accroissement des menaces pour l'Europe, le Programme **Enjeux internationaux** décrypte les dynamiques géopolitiques actuelles sous l'angle spécifique de la sécurité et de la défense des intérêts vitaux de l'Europe et des Européens.

Ce document est la propriété de l'Institut Thomas More asbl. Les propos et opinions exprimés dans ce document n'engagent que la responsabilité de l'auteur. Sa reproduction, partielle ou totale, est autorisée à deux conditions : obtenir l'accord formel de l'Institut Thomas More asbl et en faire apparaître lisiblement la provenance.

